

## **MODULE : TECHNIQUES BANCAIRES**

### **5 - L'ouverture de compte :**

L'ouverture d'un compte de dépôt pour un particulier participe à la satisfaction de trois besoins :

- La sécurité (ses fonds seront à l'abri du vol et de la destruction);
- La commodité (utilisation des moyens de paiement et encaissement direct de recettes diverses) ;
- Parfois la nécessité (la possession d'un compte est indispensable pour percevoir certaines prestations)

Pour le banquier, il s'agit à la fois d'un acte juridique et commercial auquel il convient de donner toute l'importance qu'il requiert.

**REMARQUE :** certaines de ces vérifications ne sont pas strictement obligatoires dans certains pays. Ces vérifications se portent sur :

- L'état civil ;
- La nationalité ;
- La capacité civile ;
- La capacité bancaire ;
- Le domicile.

Une fois ces vérifications effectuées ; le guichetier peut accomplir les formalités administratives d'ouverture de compte en s'aidant des documents en usage dans son établissement (fiche d'ouverture de compte, carton de signature, convention de compte, etc.)

### **CONDITIONS D'OUVERTURE DE COMPTE A VUE POUR UN PARTICULIER :**

- POUR LES RESSORTISSANTS DE LA ZONE UEMOA :
  - ❖ Carte Nationale d'identité ou Passeport en cours de validité
  - ❖ Justificatif de revenu
  - ❖ Justificatif de domicile
- HORS UEMOA :
  - ❖ Copie légalisée de la Carte Consulaire
  - ❖ Copie légalisée de la Carte d'Identité d'Etranger
  - ❖ Justificatif de revenu
  - ❖ Justificatif de domicile

A défaut des cartes précitées, déposer les récépissés des dépôts de ces cartes

- Non Résidents :
  - ❖ Passeport légalisé
  - ❖ Lettre de d'institution demandant l'ouverture au Sénégal

### **6 – LES DIFFERENTS TYPES DE COMPTES SELON LE NOMBRE DE TITULAIRE :**

Selon le nombre de titulaires, les comptes sont classés en plusieurs catégories :

- **Le Compte individuel**

- **Les comptes collectifs** : Compte indivis ou compte d'indivision et le compte joint

#### **a. Le compte individuel**

C'est un compte ouvert au nom d'une seule personne. Seule sa signature, en l'absence de procuration, est autorisée pour faire fonctionner le compte et elle en est seule responsable

#### **b. Les comptes collectifs :**

Il s'agit d'un compte ouvert au nom de plusieurs personnes qui en sont co-titulaires.

Le compte collectif a vocation, comme un compte individuel, à enregistrer toute opération à l'initiative de ses co-titulaires ou à leur profit. Mais, ici deux précisions s'imposent :

- D'une part, à défaut de stipulation particulière, la signature de chacun des co-titulaires est normalement requise pour toute disposition sur le compte. Si donc les co-titulaires s'entendent, selon leur convenance, à déroger cette règle de fonctionnement, ils doivent le préciser par écrit, soit dans la convention de compte, soit dans un acte séparé notifié à la banque.
- D'autre part, le compte collectif n'est destiné qu'à enregistrer les opérations relevant des intérêts communs à ses co-titulaires. Son existence n'exclut pas que chacun d'entre eux soit, par ailleurs titulaire d'un compte ou de plusieurs comptes individuels pour ses besoins personnels.

- **Le compte indivis ou d'indivision :**

Il est ouvert pour enregistrer les opérations financières ou recevoir les dépôts concernant une indivision patrimoniale.

L'indivision est la situation juridique de plusieurs personnes titulaires d'un droit e même nature, portant sur un ou plusieurs biens sans qu'il ait division matérielle de leurs biens.

Pour ce type de compte, il n'existe de solidarité active. Pour que le compte puisse fonctionner, les ordres doivent émaner de l'ensemble des titulaires et donc, la signature de chacun des titulaires est requise.

Notons, toutefois qu'un des co-titulaires peut être mandataire dans la mesure où une procuration a été accordée (et donc signée) par l'ensemble des titulaires du compte indivis.

En revanche, le compte indivis emporte la solidarité passive (chaque titulaire est tenu de l'intégralité de la dette).

- **Le compte joint :**

Il est ouvert au nom de plusieurs personnes et emporte la solidarité passive et active.

Dans le cadre de la solidarité active, chacun des titulaires est investi, à l'égard du débiteur commun, du pouvoir de disposer seul de la créance

Ainsi chaque co-titulaire peut faire fonctionner le compte sous sa seule signature.

La solidarité passive engage chacun des redevables d'une dette commune qui est tenue à titre personnel à l'intégrité de la dette.

Chaque opération même initiée par un co-titulaire sous sa seule signature engage tous les co-titulaires. Ainsi, le banquier peut réclamer à chaque co-titulaire la totalité du solde débiteur quelque soit l'initiateur de l'opération.

La stipulation de la solidarité tant active que passive constitue le critère unique et absolu du compte joint. Cette caractéristique ne se présume pas et nécessite la signature d'une convention de compte.

## 7 LA PROCURATION :

- C'est un acte par lequel une personne appelée **mandant**, donne à une autre personne appelée **mandataire** le pouvoir d'agir en son nom propre et donc de faire fonctionner son compte de dépôt. Les termes de **mandat, pouvoir, procuration** sont synonymes. Tous les actes effectués par le mandataire dans la limite de son pouvoir n'engagent que le mandant.
- Qui peut donner la procuration ?

La procuration peut être donnée par :

- Le titulaire du compte (capable)
- Le représentant légal du titulaire du compte
- Le mandataire lui-même si la procuration prévoit la possibilité de « substituer »
- L'ensemble des co-titulaires d'un compte joint ou d'un compte indivis.

- Qui peut être mandataire :

La procuration peut être accordée par le mandant à toute personne y compris à un incapable. En effet, le mandataire agissant au nom du mandant, celui-ci endosse la responsabilité des actes passés par le mandataire.

Il est toujours possible de donner procuration à plusieurs personnes. Chacune initie alors individuellement des opérations au nom du mandant dans les limites fixées par ce dernier.

Mais le mandant peut donner des procurations conjointes. Les mandataires doivent alors effectuer les opérations ensemble et signer les documents, les chèques et tous les ordres transmis à la banque dans les limites fixées par le mandant.

- L'étendue de la procuration :

La procuration donnée sur un compte de dépôt peut être :

- Générale c'est-à-dire sans limitation liée :
  - Aux opérations possibles
  - Au montant des opérations
  - A la durée de la procuration
- Spéciale, c'est-à-dire limitée :
  - A certaines opérations
  - A un certain montant par opération
  - A la durée de la procuration.

- La mise en place de la procuration :

Une procuration ne peut pas être tacite. En conséquence, le mandant et le mandataire doivent explicitement manifester leur volonté en signant le texte de la procuration précédée de la mention :

« Bon pour pouvoir » pour le mandant

« Bon pour acceptation du présent pouvoir » pour le mandataire.

- La fin de la procuration :

La procuration prend fin par :

- La révocation du mandat par le (les) titulaire(s) du compte ou le représentant légal. Cette révocation doit être notifiée par écrit au banquier et au mandataire.

Le banquier à qui une révocation de procuration a été notifiée doit :

- Exécuter toute opération initiée par le mandataire avant la révocation
- Refuser toute opération initiée postérieurement à la notification.
- La renonciation au mandat : le mandataire peut à tout moment renoncer à exercer son mandat. Il doit dans ce cas en avertir le banquier et le mandant. Cette renonciation ne doit pas porter préjudice au mandant
- Le décès du mandant : il emporte fin immédiate de la procuration. Le banquier doit alors cesser d'exécuter les ordres donnés par le mandataire.
- A l'échéance : si l'acte de procuration prévoit une durée de validité, elle devient caduque à l'échéance.

## **8 – LA CLOTURE DU COMPTE**

Plusieurs aspects caractérisent la clôture du compte de dépôt.

### **a. Les aspects techniques et juridiques :**

De nombreuses raisons peuvent conduire un banquier à clôturer le compte de l'un de ses clients :

- Des incidents de paiement ;
- Un client qui n'entrent pas dans la cible commerciale de l'établissement ;
- L'utilisation intensive de moyens de paiement et des services de caisse sans contrepartie assurant la rentabilité du client pour la banque ;
- Un découvert excessif ou anormal ;
- Un compte sans mouvement depuis plusieurs mois ou avec trop peu de mouvements ;
- La modification de la capacité du titulaire du compte (par exemple client majeur faisant l'objet d'une mesure de protection : curatelle ou tutelle) ;

Quant au client, sa marge de manœuvre est beaucoup plus grande : il peut clôturer son compte sans avoir à donner d'explication à son banquier. Parmi les raisons qui peuvent l'inciter à changer de banque, on peut citer entre autres :

- L'éloignement géographique du client si ce dernier a déménagé ;
- Des erreurs répétées de la banque ;
- Une facturation excessive des services de banque ;
- Le refus d'un crédit ;
- Des réponses trop lentes aux demandes du client en matière d'épargne de crédit.

### **b. Les risques et les précautions à prendre :**

Avant de procéder à la clôture d'un compte, il est fortement recommandé voire obligatoire dans certains pays de signifier ses intentions par écrit et de laisser un temps raisonnable au client pour prendre ses dispositions.

Ce temps laissé au client doit lui permettre de :

- Procéder à l'ouverture d'un compte dans un autre établissement ;
- Modifier des domiciliations ;
- Prendre toute autre mesure rendue nécessaire par la clôture du compte.

Qu'elle soit voulue par la banque ou par le client, la clôture du compte doit s'accompagner d'un certain nombre de formalités ou de précautions :

- Le pointage du chéquier en cours pour s'assurer que tous les chèques émis ont été présentés au paiement ; dans le cas contraire, il faudra laisser une provision suffisante pour pouvoir les honorer
- La restitution des formules de chèques non utilisées, de la carte bancaire ;

- Le contrôle de l'absence d'engagement en cours sur un crédit ou un autre compte ;
- L'arrêté comptable pour déterminer le montant des intérêts dus par le client si le compte a enregistré des soldes débiteurs.

### **c. Les aspects commerciaux :**

- La clôture décidée par la banque :

Quels que soient les motifs qui ont conduit la banque à prendre cette mesure, doigté et délicatesse s'imposent même si la fermeté doit être de rigueur, en particulier lorsque l'on reproche au clients des agissements graves ou frauduleux.

Dans la plupart des cas, la « sanction » ne tombera qu'après des entretiens de mise en garde ou d'informations sur les problèmes rencontrés

- **La clôture à l'initiative du client :**

Le premier devoir du chargé de clientèle est de connaître les motivations du client.

On constate souvent que les griefs portent sur des points qui auraient pu être aisément résolus :

- Une réclamation n'a pas été traitée assez rapidement et le client a dû relancer le guichetier ;
- Une erreur dans le libellé du compte subsiste malgré plusieurs demandes de rectification ;
- Le courrier ne parvient toujours pas, puisque l'erreur dans l'adresse n'est toujours pas corrigée ;
- La déception du client provient de la distorsion constatée entre la première image qu'il s'est faite de sa banque et ces « bévues » qui, sans revêtir un caractère de « gravité », n'en suscitent pas moins un légitime agacement ; un « bon service après vente » aurait permis d'éviter ces incidents.

Deux moyens simples peuvent être utilisés pour s'assurer que les problèmes du client sont correctement traités ou, plus simplement, connus :

- La tenue d'un livre de réclamation qui, loin d'être un instrument de sanction à l'égard d'agents qui auraient commis une erreur, est un outil permettant d'une part, de s'assurer que les réclamations sont traitées sans délai par un responsable désigné et, d'autre part, mettre en évidence les faiblesses de la banque si le même incident est fréquemment signalé ;
- Des sondages sur la qualité permettent aux clients d'exprimer leur sentiment.

On s'aperçoit qu'un client peut quitter sa banque même s'il n'a pas d'erreur à lui reprocher :

- Une présence insuffisante aura permis ç un confrère de cultiver un terrain laissé en jachère ;

- Des suggestions qui devaient faire l'objet d'un suivi sont restées sans suite ;
- Certaines demandes de renseignements sont restées également sans suite.
- **La clôture à la suite du décès du client :**

S'ils ne sont pas clients de la banque, les héritiers pourront le devenir si le chargé de clientèle sait agir avec le tact qui s'impose.

## **LE CAS PARTICULIER DU COMPTE JOINT**

### **1 – La dénonciation de la convention de compte joint :**

Lorsque des clients titulaires d'un compte joint ne s'entendent plus et que l'un des co-titulaires souhaite se désolidariser du compte joint, la banque doit respecter la procédure suivante :

- réception d'une lettre de demande de désolidarisation de la part de l'un des co-titulaires. Ce courrier n'autorise pas la banque à clôturer le compte, il supprime uniquement la solidarité active du compte et transforme le compte joint en un compte collectif indivis ;
- notification à ou aux autres co-titulaires de la transformation du compte joint en compte indivis à la suite de la désolidarisation de l'un des co-titulaires ;
- proposition de clôture de compte indivis qui aura des difficultés à fonctionner si l'un des co-titulaires souhaite se désengager de la gestion du compte joint. La banque doit alors obtenir la signature de l'ensemble des co-titulaires pour procéder à la clôture du compte ;

### **2 – Le compte joint et le décès du ou de l'un des co-titulaires**

Le décès de l'un des co-titulaires n'entraîne pas automatiquement le blocage du compte puis sa clôture sauf sur l'ordonnance d'un juge. Le co-titulaire du compte peut continuer à faire fonctionner normalement celui-ci en attendant le règlement définitif de la succession

## **9 – LA SAISIE – ARRET ET L'AVIS A TIERS – DEBITEUR (ATD)**

### **a. LA SAISIE – ARRET :**

- La saisie est le blocage total ou partiel du compte en banque d'un client demande d'un de ses créanciers
- L'objectif de la saisie, c'est de faire pression sur le titulaire du compte en l'empêchant de disposer de la provision et d'obtenir directement le règlement de la créance par la banque, si le juge l'autorise

La banque doit se soumettre à cette procédure malgré son caractère désagréable pour le client.